

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 22160 - 82ÈME ANNÉE

Un manifeste construit à La Réunion

Le MEDEF Réunion : projet réunionnais centre du débat de la présidentielle à La Réunion



Le MEDEF Réunion veut profiter de la présidentielle pour poser une question qui dépasse les seuls intérêts des entreprises : qui doit décider du développement de La Réunion ? Pour sa présidente Katy Hoarau, le projet ne peut plus être élaboré à Paris puis appliqué localement. Un manifeste construit à La Réunion entend placer la souveraineté économique et la capacité des Réunionnais à choisir leur avenir au cœur du débat de 2027.

« Ce projet a été conçu à La Réunion. » Dans cette phrase de Katy Hoarau, invitée de la Matinale de

Réunion La 1ère le 31 août, se trouve l'idée centrale du manifeste présenté par le MEDEF Réunion aux candidats à la prochaine présidentielle.

Démarche partant de La Réunion, pas de Paris

Depuis un an, l'organisation patronale travaille sur un projet destiné à renforcer la solidité de l'économie réunionnaise. Mais derrière les propositions économiques apparaît une question politique majeure : La Réunion doit-elle continuer à attendre de Paris les

solutions à ses problèmes ?

Pour Katy Hoarau, la réponse est non. Elle revendique une démarche partant du territoire, de ses besoins, de ses capacités et de ses acteurs. Il ne s'agit plus d'attendre qu'un gouvernement définisse depuis Paris ce qui serait bon pour La Réunion, avant de demander ensuite aux Réunionnais de l'appliquer.

Le mot employé par la présidente du MEDEF est celui de « souveraineté ». Elle l'applique notamment aux secteurs vitaux : énergie, eau, alimentation, santé, déchets, connectivité. Autant de domaines où les dépendances extérieures fragilisent le territoire et peuvent, en cas de crise, menacer directement son fonctionnement.

Plan de relance, loi d'orientation et de programmation

La souveraineté vise à disposer de plus de capacités locales pour produire, décider, investir et répondre aux besoins essentiels de la population. Produire plus à La Réunion, créer davantage de valeur sur place et développer les emplois : cette orientation permettrait aussi de réduire certaines dépendances qui pèsent lourdement sur l'économie.

Le constat impose d'agir. Le MEDEF Réunion estime que la situation économique s'est suffisamment dégradée pour rendre nécessaire un plan de relance dès 2027, notamment dans le logement et le BTP. Mais Katy Hoarau refuse que cette relance se traduise par une nouvelle succession de mesures décidées sans visibilité. Elle demande d'abord le maintien des dispositifs permettant aux entreprises réunionnaises de rester dans le jeu, puis une loi d'orientation et de programmation donnant un cadre stable au développement.

Rassembler largement

Cette exigence de stabilité renvoie à une autre forme de souveraineté : la capacité à construire un projet dans la durée.

Le manifeste sera donc présenté aux candidats à la présidentielle avec une question volontairement di-

recte : quelle place accordent-ils à La Réunion dans leur projet pour la France ?

L'enjeu dépasse le MEDEF. Car construire un projet réunionnais suppose de rassembler largement les forces économiques, sociales, politiques et citoyennes du pays. Katy Hoarau appelle à cette démarche collective, convaincue que l'identité réunionnaise peut constituer un point d'appui.

Rupture avec une vieille logique : «changer de regard»

Il y a là une rupture avec une vieille logique : celle d'un territoire considéré essentiellement comme un espace où l'État déploie ses politiques nationales. La Réunion possède des compétences, des ressources humaines, des savoir-faire et une capacité d'initiative. Pourquoi son avenir devrait-il être pensé ailleurs ?

La question de la souveraineté devient ainsi une question démocratique. Décider de l'énergie, de l'eau, de l'alimentation, du logement, des transports ou de l'emploi, c'est décider des conditions de vie de la population.

« Il s'agit dans un premier temps de changer de regard », affirme Katy Hoarau. Changer de regard, c'est peut-être aussi considérer enfin les Réunionnais non comme de simples bénéficiaires de politiques publiques conçues à plusieurs milliers de kilomètres, mais comme les acteurs capables de définir leur propre projet de développement.

À l'approche de 2027, le débat posé est donc essentiel : que feront les candidats de la proposition réunionnaise ? Et surtout, accepteront-ils que le projet pour La Réunion soit d'abord construit par celles et ceux qui y vivent ?

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

OCS : le monde multipolaire s'affirme

La Réunion est concernée

Le sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), réuni à Bichkek le 1er septembre, a pris une dimension particulière pour les peuples de l'océan Indien. Vingt-cinq ans après sa création, l'OCS rassemble désormais plusieurs des principales puissances démographiques, économiques et politiques de la planète. Chine, Russie, Inde, Iran, Pakistan et pays d'Asie centrale affirment une même volonté : construire des relations internationales fondées sur l'égalité entre États et tourner la page d'un monde dominé par l'Occident dont fait partie la France.

Devant les dirigeants réunis dans la capitale kirghize, le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a lui-même défendu l'émergence d'un monde « de plus en plus multipolaire », estimant que cette évolution était « une bonne chose » et devait être renforcée.

Le message est clair. L'époque où quelques capitales occidentales pouvaient prétendre fixer seules les règles du commerce, de la sécurité et du développement touche à sa fin. L'OCS ne constitue pas une nouvelle alliance militaire. Elle défend la non-confrontation, le dialogue et la coopération entre États aux systèmes politiques et aux intérêts différents.

À Bichkek, les discussions ont porté sur la sécurité, mais aussi sur l'énergie, les transports, les investissements, les nouvelles technologies, l'intelligence artificielle, l'environnement et le tourisme. Vingt-huit documents ont été adoptés. La Chine prévoit notamment une centaine de projets de coopération technologique avec les pays membres dans les trois prochaines années.

Pourquoi cette évolution concerne-t-elle La Réunion ?

Parce que notre île est située au cœur de l'océan Indien, précisément dans l'une des régions où se joue une partie de cette recomposition mondiale. Autour de La Réunion se trouvent l'Inde, Madagascar, les pays d'Afrique orientale, les États insulaires de l'océan Indien et, plus largement, les routes maritimes reliant l'Asie, l'Afrique et le Moyen-Orient.

La Réunion ne peut donc rester spectatrice des bouleversements qui redessinent cet espace. Alors que les échanges économiques et diplomatiques entre les pays du Sud se renforcent, notre île dispose d'un atout considérable : sa position géographique peut en faire un pont entre différents espaces de coopération.

Mais encore faut-il que cette position soit utilisée au service du développement réunionnais. La multipolarité peut ouvrir de nouvelles perspectives pour les échanges, la recherche, les technologies, la formation, la culture, le tourisme et les coopérations régionales. Elle peut aussi permettre aux peuples de l'océan Indien de mieux travailler ensemble, sans dépendre exclusivement des anciennes puissances dominantes.

Le sommet de Bichkek rappelle une évidence : l'océan Indien n'est plus une périphérie du monde. Il redevient l'un de ses centres de gravité.

Pour La Réunion, l'enjeu est donc politique. Il s'agit de regarder vers son environnement régional, de renforcer les liens avec les peuples voisins et de prendre toute sa place dans un monde où plusieurs pôles émergent.

La multipolarité ne signifie pas remplacer une domination par une autre. Elle signifie permettre à chaque peuple de choisir ses partenaires et de participer aux décisions qui concernent son avenir. Pour La Réunion, cette évolution mondiale peut devenir une opportunité historique : passer du statut de territoire périphérique à celui de trait d'union entre l'Afrique et l'Asie.

M.M.

Oté

In prossé par bann sitoiyin kont zot gouvèrnman

Mézami zot i koné laba dann bannzil Caraïbe néna in pti zil i apèl Bonaire é pti zil la l'apré lité pou défann son lanvironeman. Mèm étan koloni son gouvèrnman santral — sète Péi Ba — i fé pa lo néssèssèr pou protèz in landroi lé riskab d'ète anvayi par la mèr pou in sinkyèm son sipèrfissi san tardé.

Poitan zot i koné Péi-Ba, avèk son bann kanal dolo, son bann térin an dsou lo nivo d'la mèr, i apèl sa polder ébin péi-la i pass pou inn an parmi bann péi l'érop lo myé organizé, épi i mète lo pliss larzan pou protèz son bann zabitan. Mé aparaman, sak i fé dann l'érop lé pa parèye sak i fé dann bann Caraïbe.

Bonaire, néna in éstatu d'komine bann péi-ba é laba zot néna bonpé linkonvényan pou konsèrv zot tèr kiltivab — la tèr i vien tro sho bonpé kiltir i pouss pi. Parèye pou bann plante fiksatriss i rotien la tèr épi bann kanal delo boushé si tèlman la mèr épi lo bann zétan i shof vèye pa koman.

Kom gouvèrnman péi-ba i fé pa sak i fo fèr néna uite pèrsone la désside fé in prossé zot gouvèrnman é néna in ONG la vni ède azot. Kossa l'arivé o final ?lo gouvèrnman té kondané fèr sak i fo pou protèz Bonaire épi son bann zabitan si zot i rogarde bien dsi zot téléfone zot va romarke tribinal lanvironeman la pa zoué avèk lo gouvèrnman.

Astèr kossa ni pé tir ladan ? ni pé oir si lo zizman i fé zirispridanss é si nout koté anou ni pé lèss gouvèrnman La franss fé sak li fé, plito sak li fé pa, La Rényon an partikilyé pou tout nout litoral. I fo ni dresskabaré si ni gingn dréssé.

A bon antandèr salu !

Justin